



*Au service
des peuples
et des nations*

DEMANDE DE PRIX (RFQ)

PNUD, 13, Avenue Ahmed Balafrej Souissi Rabat	DATE :16-05-2019
	N° DE REFERENCE DE LA RFQ :27-2019

Chère Madame/Cher Monsieur,

Nous vous demandons de bien vouloir nous soumettre votre offre de prix au titre de la prestation relative à une assistance technique pour « La mise en place d'un centre de traitement-valorisation des déchets de construction et de démolition (DCD) au niveau de la Commune de Marrakech » tels que décrite en détails à l'annexe 1 de la présente RFQ. Lors de l'établissement de votre offre de prix, veuillez utiliser le formulaire figurant à l'annexe 2 jointe aux présentes.

Les offres de prix peuvent être soumises jusqu'au **28 juin 2019 à 16h00 heure de Rabat** à l'adresse suivante :

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

13, Avenue Ahmed Belafrej

Souissi Rabat

Tél : 212 537 633 090 - Fax : 212 537 633 089

Il vous appartient de vous assurer que votre offre de prix parviendra à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date-limite. Les offres de prix qui seront reçues par le PNUD postérieurement à la date-limite indiquée ci-dessus, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte. Si vous soumettez votre offre de prix par courrier électronique, veuillez-vous assurer qu'elle est signée, en format.pdf et exempte de virus ou fichiers corrompus. **La taille des fichiers transmis ne doit pas dépasser 10 Mo par email.**

Veuillez prendre note des exigences et conditions concernant la prestation susmentionnée :

Adresse(s) exacte(s) du ou des lieux de livraison (indiquez-les toutes, s'il en existe plusieurs)	PNUD		
Date et heure limites de livraison prévues (si la livraison intervient ultérieurement, l'offre de prix pourra être rejetée par le PNUD)	✓ Selon le calendrier de livraison :		
	N° Livrable	Désignation des prestations	Délai de livraison estimé
	1	Mission 1 : Rapport de l'étude de faisabilité (rapport de diagnostic et étude de faisabilité) - Evaluation des impacts environnementaux et sociaux (rapport de l'EIE).	60 jours après signature du contrat
	2	Mission 2 : Dossier d'appel d'offres pour l'exécution et l'exploitation du centre et Projet de contrat avec l'attributaire.	75 jours après signature du contrat
	3	Mission 3 : Rapport des ateliers de sensibilisation et de vulgarisation réalisés	10 jours après l'atelier
Calendrier de livraison	✓ Requis		
Devise privilégiée pour l'établissement de l'offre de prix	✓ Devise locale : Dirham Marocain MAD.		
Taxe sur la valeur ajoutée applicable au prix offert ¹	✓ Doit inclure la TVA		
Date-limite de soumission de l'offre de prix	28 juin 2019 à 16h00 (heure Rabat)		
Tous les documents, y compris les catalogues, les instructions et les manuels d'utilisation, doivent être rédigés dans la langue suivante :	✓ Français		
Documents à fournir	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le formulaire fourni dans l'annexe 2, dûment rempli, conformément à la liste des exigences indiquées dans l'annexe 1 ; ✓ Le certificat d'inscription au registre du commerce le plus récent ; ✓ L'attestation la plus récente justifiant de la régularité de la situation fiscale ; ✓ Déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur la liste de la division des achats de l'ONU ou sur toute autre liste d'exclusion de l'ONU 		
Durée de validité des offres de prix à compter de la date de soumission	90 jours Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander au fournisseur de proroger la durée de validité de son offre de prix au-delà de qui aura été initialement indiqué dans la présente RFQ. La proposition devra alors confirmer par écrit la prorogation, sans aucune modification de l'offre de prix.		
Offres de prix partielles	Interdites		

Conditions de paiement	<table border="1"> <tr> <td>A la fin de la mission 1</td> <td>40%</td> </tr> <tr> <td>A la fin de la mission 2</td> <td>40%</td> </tr> <tr> <td>A la fin de la mission 3</td> <td>20%</td> </tr> </table>	A la fin de la mission 1	40%	A la fin de la mission 2	40%	A la fin de la mission 3	20%
A la fin de la mission 1	40%						
A la fin de la mission 2	40%						
A la fin de la mission 3	20%						
Indemnité forfaitaire	Non applicable						
Critères d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Conformité technique/plein respect des exigences et prix le plus bas ✓ Acceptation sans réserve du BC/des conditions générales du contrat ✓ Délai de livraison conforme aux exigences 						
Le PNUD attribuera un contrat à :	Un seul et unique fournisseur						
Type de contrat devant être signé	Bon de commande (Purchase order)						
Conditions particulières du contrat	Annulation du BC/contrat en cas de non-respect du calendrier de livraison						
Conditions de versement du paiement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Validation du livrable par le secrétariat d'Etat chargé de Développement durable et le PNUD ✓ Acceptation écrite des biens/services sur la base de la parfaite conformité aux exigences de la RFQ 						
Annexes de la présente RFQ ²	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Termes de références requis (annexe 1) ✓ Formulaire de soumission de l'offre de prix (annexe 2) ✓ Conditions générales / Conditions particulières (annexe 3). <p>La non-acceptation des conditions générales (CG) constituera un motif d'élimination de la présente procédure d'achat</p>						
Personnes à contacter pour les demandes de renseignements (Demandes de renseignements écrites uniquement) ³	<p>PNUD Rabat : Services Généraux Adresse : <u>13 Avenue Ahmed Balafrej, Souissi, Rabat, Maroc</u> N° de fax : <u>+212 537 63 30 89</u> Adresse de courrier électronique : procurement.morocco@undp.org</p> <p>Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de soumission, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux offrants.</p>						

Les biens/services proposés seront examinés au regard de l'exhaustivité et de la conformité de l'offre de prix par rapport aux TDR minimums décrites ci-dessous et à toute autre annexe fournissant des détails sur les exigences du PNUD.

L'offre de prix qui sera conforme à l'ensemble des spécifications et exigences, qui proposera le prix le plus bas, et qui respectera l'ensemble des autres critères d'évaluation sera retenue. Toute offre qui ne respectera pas les exigences sera rejetée.

³La personne à contacter et l'adresse sont indiquées à titre officiel par le PNUD. Si des demandes de renseignements sont adressées à d'autres personnes ou adresses, même s'il s'agit de fonctionnaires du PNUD, le PNUD ne sera pas tenu d'y répondre et ne pourra pas confirmer leur réception.

Toute différence entre le prix unitaire et le prix total (obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité) sera recalculée par le PNUD. Le prix unitaire prévaudra et le prix total sera corrigé. Si le fournisseur n'accepte pas le prix final basé sur le nouveau calcul et les corrections d'erreurs effectués par le PNUD, son offre de prix sera rejetée.

Au cours de la durée de validité de l'offre de prix, aucune modification du prix résultant de la hausse des coûts, de l'inflation, de la fluctuation des taux de change ou de tout autre facteur de marché ne sera acceptée par le PNUD après réception de l'offre de prix. Lors de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de modifier (à la hausse ou à la baisse) la quantité des services et/ou biens, dans la limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du montant total de l'offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions.

Tout bon de commande qui sera émis au titre de la présente RFQ sera soumis aux conditions générales jointes aux présentes. La simple soumission d'une offre de prix emporte acceptation sans réserve par le fournisseur des conditions générales du PNUD figurant à l'annexe 3 des présentes.

Le PNUD n'est pas tenu d'accepter une quelconque offre de prix ou d'attribuer un contrat/bon de commande et n'est pas responsable des coûts liés à la préparation et à la soumission par le fournisseur d'une offre de prix, quels que soient le résultat ou les modalités du processus de sélection.

Veillez noter que la procédure de contestation du PNUD qui est ouverte aux fournisseurs a pour but de permettre aux personnes ou entreprises non retenues pour l'attribution d'un bon de commande ou d'un contrat de faire appel dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. Si vous estimez que vous n'avez pas été traité de manière équitable, vous pouvez obtenir des informations détaillées sur les procédures de contestation ouvertes aux fournisseurs à l'adresse suivante :
<https://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/business/protest-and-sanctions/>.

Le PNUD encourage chaque fournisseur potentiel à éviter et à prévenir les conflits d'intérêts en indiquant au PNUD si vous-même, l'une de vos sociétés affiliées ou un membre de votre personnel a participé à la préparation des exigences, du projet, des spécifications, des estimations des coûts et des autres informations utilisées dans la présente RFQ.

Le PNUD applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis des fraudes et autres pratiques interdites et s'est engagé à identifier et à sanctionner l'ensemble de ces actes et pratiques préjudiciables au PNUD, ainsi qu'aux tiers participant aux activités du PNUD. Le PNUD attend de ses fournisseurs qu'ils respectent le code de conduite à l'intention des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies qui peut être consulté par l'intermédiaire du lien suivant :
https://www.un.org/Depts/ptd/sites/www.un.org.Depts.ptd/files/files/attachment/page/pdf/unsc/conduct_french.pdf

Nous vous remercions et attendons avec intérêt votre offre de prix.

Cordialement,
Mohamed Cheddar
Operations Manager

Annexe 1

Termes de Références

Pays : Maroc

Mission : Réalisation de l'assistance technique pour la mise en place d'un centre de traitement-valorisation des déchets de construction et de démolition (DCD) au niveau de la Commune de Marrakech

Le projet : Assistance Technique et de Renforcement de Capacités pour un Développement Durable Inclusif et Résilient aux Changement Climatiques »

Lieu : Marrakech.

1- Contexte :

Les ressources naturelles s'épuisent, les quantités des déchets s'accroissent et leur nature est de plus en plus complexe (production sans prise en considération l'élimination à la fin de vie du produit). Le Maroc n'échappe pas à ce constat. Une partie limitée des déchets est éliminée/ valorisée dans des unités adéquates avec un protocole d'acceptation conforme aux réglementations en la matière. Les produits à valeur ajoutée potentielle (verre, plastique, bois, métaux, os, papier et carton) jouissent de propriétés physiques leur permettant d'être réutilisés et revalorisés. Plusieurs entreprises marocaines opèrent dans ce secteur vu le gisement important existant sur le marché.

Les déchets issus des chantiers de construction et de démolition posent une sérieuse problématique au Royaume et ce, en raison des quantités importantes qui sont générées chaque année et rejetées d'une manière non contrôlée dans le milieu naturel et au voisinage des agglomérations.

Aussi, et dans un souci d'assumer la responsabilité quant au devenir de ces déchets, et afin d'inscrire les activités du BTP (Bâtiment et Travaux Publics) dans la démarche de développement durable, l'alternative de valorisation de ces déchets se révèle la plus efficace des solutions. D'où l'intérêt de développer une filière de collecte, de transport, de stockage, de traitement et de valorisation de ces déchets conformément aux dispositions de la loi 28-00, ainsi que la loi cadre portant charte nationale de l'Environnement et du Développement Durable.

Le Maroc a fait des progrès dans la définition d'un cadre de développement de filières basées sur des principes reconnus au niveau international suite à l'adoption de la Loi Cadre Portant Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable (LCCNEDD). Cette dernière considère la gestion des déchets parmi les secteurs et activités disposant d'une haute potentialité de durabilité et présentant un caractère prioritaire en termes d'exigence de respect du développement durable. Elle a énuméré la « Promotion d'une gestion intégrée des déchets pour mettre en œuvre une économie circulaire » parmi les axes stratégiques de mise en œuvre du 2ème enjeu relatif à « Réussir la transition vers une économie verte ».

C'est dans ce sens que le Secrétariat d'Etat chargé du Développement Durable (SEDD) a lancé la filière de collecte/traitement/valorisation des déchets de construction et de démolition (DCD) en concertation avec tous les acteurs concernés.

Les études réalisées dans ce cadre ont permis de dégager plusieurs résultats notamment :

La quantité des déchets du secteur du BTP est évaluée à environ 41 900 000 tonnes. Les gisements les plus importants sont localisés au niveau des régions de Casablanca-Settat ; Rabat-Salé-Kenitra et Fès-Meknès ;

Le schéma organisationnel retenu consiste à mettre en place des centres de stockage et de traitement pour la valorisation des DCD au niveau des 12 régions :

- Soit par la commune concernée qui va déléguer la gestion au secteur privé ;
- Soit par un opérateur privé qui se charge également de la gestion.

Conformément à l'article 31 du CCAG-T, les CPS relatifs aux travaux devraient exiger la préparation et la présentation, dans les offres des entrepreneurs, d'une Procédure de Gestion des Déchets de Chantier (PGDC) ;

Gestionnaires des centres de stockage et de traitement des DCD :

Accepter les DCD provenant des chantiers contre un prix raisonnable par tonne à convenir préalablement avec les détenteurs de ces déchets (Entrepreneurs, Entreprises de BTP et particuliers) ;

Assurer la traçabilité des déchets transitant par le centre, au moyen de bordereau de suivi, registre..., et transmettre régulièrement les données aux administrations concernées.

Dans ce cadre, et afin de mettre en place un projet pilote de stockage et de traitement des DCD dans la Région Marrakech-Safi, les présents TdR relatent les missions d'une assistance technique à recruter pour accompagner la commune de Marrakech dans l'étude de faisabilité et le suivi de l'exécution du projet.

2- Objectif :

L'objectif général de la prestation est d'assurer l'accompagnement de la Commune de Marrakech pour la mise en place d'un centre de stockage et de traitement/valorisation des DCD au niveau de la ville de Marrakech et assurer le suivi jusqu'à sa mise en place

3- Livrables :

Le BET aura la charge d'accompagner la Commune de Marrakech dans la réalisation du centre de stockage et de traitement des DCD à travers la réalisation des missions suivantes :

Mission 1 : Réaliser l'étude de faisabilité et mener une évaluation de l'impact environnemental et social pour la mise en place d'un centre de stockage et de traitement des DCD au niveau de la ville de Marrakech ;

Dans le cadre de cette activité, le BET réalise :

- Un diagnostic sur les DCD qui définit les conditions actuelles de gestion des DCD en termes de gisement, typologie, activités productrices, filières de valorisation existantes, lieux de rejet, cadre réglementaire et institutionnel, un benchmark national et international ;
 - Etude de faisabilité du projet du point de vue technique, social, économique, réglementaire, institutionnel et environnemental, comportant entre autres :
 - o Une étude de marché des produits valorisables
 - o Une enquête d'opinion auprès des ré-utilisateurs potentiels
 - o Etude de conception, de dimensionnement et financière du projet (surface totale nécessaire, nombre de concasseurs, de cribleuses, de ferrailleurs, surfaces de stockage des matériaux bruts et finis, coûts : OPEX et CAPEX, rentabilité du projet en fonction des différents scénarii proposés : TRI, VAN...)
 - o Le mode de gestion de ce centre de valorisation et une structure organisationnelle de suivi et de contrôle. En effet le BET doit comparer entre le mode de gestion directe, la gestion déléguée et la SDL, en montrant les force et faiblesses des uns et des autres et les prérequis qu'il faut satisfaire.
 - Evaluation des impacts environnementaux et sociaux pour un projet de centre de stockage et de traitement des DCD
- ⇒ L'étude de faisabilité doit ressortir un schéma de gestion des DCD au niveau de la commune de Marrakech ;
- ⇒ L'études de faisabilité doit être réalisée en parfaite concordance avec les orientations et les scénarios de gestions des déchets proposés par les collectivités territoriales.

Livrables : 60 jours après la signature du Contrat

Rapport de l'étude de faisabilité intégrant :

- Le rapport de diagnostic
- L'étude de faisabilité
- Evaluation des impacts environnementaux et sociaux (rapport de l'EIE).

Mission 2 : Préparer le dossier d'appel d'offres pour la mise en place et l'exploitation du centre :

Le BET a la charge de préparer le dossier d'appel d'offres. Il doit intégrer tous les aspects en relation avec les modalités de gestion notamment la collecte, le stockage, le traitement, la valorisation et particulièrement les potentialités d'intégration des personnes actives dans ce domaine, etc.

Livrables : 75 jours après la signature du contrat

- Dossier d'appel d'offres pour l'exécution et l'exploitation du centre ;
- Projet de contrat avec l'attributaire.

Dans le cadre de cette mission, le BET assistera au dépouillement et à l'analyse des offres notamment pour :

- Vérification de la conformité administrative, technique et financière des offres,
- Examen et vérification des offres techniques des concurrents,
- Proposition des demandes d'éclaircissements éventuelles,
- Examen et vérification des offres financières des concurrents,
- Préparation d'un rapport d'évaluation des offres comportant tous les éléments justificatifs,
- Finalisation des Marchés/contrats relatifs à l'exécution du projet.

Mission 3 : Organiser des ateliers de sensibilisation et de vulgarisation sur la gestion écologique des DCD au niveau de la Commune Marrakech

Tout le long de la période d'exécution de la prestations objet de cet appel d'offres, le BET a la charge d'exécuter au niveau de la Commune de Marrakech, un planning de sensibilisation et de vulgarisation, intégrant au moins 3 ateliers, sur les intérêts économiques et sociaux de la gestion écologique des DCD. Les ateliers seront organisés au profit de partenaires cibles à identifier par le BET en concertation avec la collectivité territoriale.

Livrables :

- Planning des ateliers de sensibilisation et de vulgarisation sur la gestion des DCD ; (10 jours avant le début des ateliers)
- Rapport des ateliers de sensibilisation et de vulgarisation réalisés (10 jours après l'organisation des ateliers).

Participation aux ateliers

Le BET aura aussi la tâche d'animer et présenter tous résultats de l'étude en question dans le cadre des ateliers de travail pour le comité de suivi.

4- Durée de la consultation et délais prévisionnels des livrables :

L'effort global de la prestation est estimé à 75 H/j.

La durée de la prestation est de 6 mois.

Le Comité de suivi, composé des représentants du SEDD, du PNUD de la Commune de Marrakech de la Région Marrakech-Safi et la Wilaya de la Région de Marrakech Safi, dispose de 10 jours ouvrables pour examiner les livrables provisoires de chaque mission et émettre ses remarques et modifications. Ces délais ne sont pas pris en compte dans le délai fixé à la consultation.

Le délai de remise des livrables définitifs est de 10 jours ouvrables à compter de la date de remise par le SEDD des remarques du comité de suivi au BET. En cas de refus d'un rapport, le prestataire est tenu de soumettre au PNUD et

au SEDD, dans un délai de 15 jours un rapport modifié. Tous les frais de reprise du rapport sont entièrement à la charge du prestataire.

5- Qualifications et expériences requises

1- **Chef de projet :**

- Diplôme Universitaire (au moins Maîtrise ou l'équivalent) / d'ingénieur dans les Sciences Environnementales ou Gestion des déchets.
- Solide expérience d'au moins 10 ans dans la gestion et le montage des projets
- Expérience en matière de réalisation d'études de faisabilité et études d'impact environnemental et social
- Le français et l'arabe constitueront les langues de travail.
- Une connaissance du contexte environnemental marocain, particulièrement de la gestion des déchets

2- **Expert en gestion de déchets de construction et de démolition (DCD)**

- Diplôme Universitaire (au moins Maîtrise ou l'équivalent) / d'ingénieur dans les Sciences Environnementales ou Gestion des déchets.
- Au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la gestion et valorisation des déchets DCD ainsi que dans la réalisation d'études d'impact.

6- Soumission des offres :

5.1 L'offre technique

L'offre technique doit comporter les informations suivantes :

- a. Expertise du soumissionnaire
- b. Méthodologie proposée
- c. Personnel proposé

a. **Expertise du soumissionnaire**

Cette section doit décrire :

→ *Expertise du soumissionnaire dans le domaine de la présente consultation ;*

→ *Prestations réalisées dans le domaine de la présente consultation : (le prestataire doit préciser, le client, la description du projet, et l'année de réalisation)*

b. **Méthodologie proposée**

Le BET doit présenter une note méthodologique pour l'exécution des missions de la prestation et le planning d'exécution.

La note méthodologique pour la mission I doit prévoir :

- La phase de collecte des données pour déterminer le gisement des déchets de chantier de bâtiments (t/an) et des chantiers TP (t/an),
- La caractérisation de ces déchets,
- Les moyens et matériels de collecte et de transport,
- Les transporteurs : les producteurs de déchets ou des prestataires de transport ou les deux
- Le mode de traitement : tri, concassage, broyage ou autre, ce mode de traitement doit prévoir un stockage provisoire en attendant la réutilisation des déchets et/ou un stockage définitif des déchets ultimes non valorisables,

Personnel proposé

Dans cette section, le soumissionnaire présentera les profils retenus pour l'exécution du projet

Pour chaque **CV**, le soumissionnaire mettra l'accent en particulier sur :

→ *La formation académique*

→ L'expérience dans des projets similaires

→ Cette section devra aussi identifier la ou les personnes chargées de représenter le Soumissionnaire dans ses rapports futurs avec l'UGP du projet.

5.2 L'offre financière :

Le soumissionnaire indiquera les coûts des services/biens qu'il se propose de fournir en vertu de la présente consultation dans le Tableau des coûts, dont un exemple est joint en annexe II.

L'offre financière pour la prestation devra être indiquées en dirham marocain (MAD) et comprendre un forfait d'honoraires total y compris toutes autres charges liées à la réalisation des prestations, dont les frais de déplacements aux sites d'interventions au Maroc qui seront identifiés en accord commun avec les parties prenantes (transport, hébergement et frais de repas).

7- Modalités de paiements

Le règlement sera effectué comme suit :

A la fin de la mission 1	40%
A la fin de la mission 2	40%
A la fin de la mission 3	20%

8- Evaluation des offres

Phase 1 : Analyse technique comparative des offres :

Pendant cette phase, il sera procédé à la comparaison des CV, des références et des notes méthodologiques. Une note technique T sur 100 sera attribuée à chaque candidat en fonction du barème suivant :

Critères	Note
Référence : Référence similaires (5 points par travail similaire à indiquer avec clarté dans le dossier)	20
Méthodologie : - Améliorée : Un bon niveau de détail, pertinence de l'approche présentée, cohérence des éléments/activités proposés pour la réalisation des prestations, un échéancier pour l'atteinte des résultats attendus ; (30 points) - Simple : Simple reprise des éléments des TDRs, manque d'investigation (15 points) - Non conforme : Ne répond pas aux TDRs, omission d'éléments clés des TDRs (0 points) Chronogramme : - Chronogramme proposé conforme aux délais (10 points) - Absence de chronogramme (0 points)	40
Profils proposés 1- Chef de projet : - Pertinence de la formation académique (5 points) - Expérience (d'au moins 10 ans) dans la gestion et le montage des projets (5 points) - Expérience en matière de réalisation d'études de faisabilité et études d'impact environnemental et social (10 points) (2 points par étude) 2- L'expert en gestion DCD - Pertinence de la formation académique (5 points) - Au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la gestion et valorisation des déchets DCD (15 points) (3 points par expérience similaire)	40
Total	100

Important : Seront systématiquement éliminées à l'issue de cette phase toutes les offres ayant obtenu :
→ Une note technique inférieure à la note technique minimale de 70 points qui représente 70% de la note maximal des offres techniques (100 points)
Les offres techniques seront évaluées sur la base de leur degré de réponse aux Termes de références.

Phase 2 : Analyse financière comparative des offres :

Les offres ayant reçu la note minimale de 70% et plus feront l'objet de l'évaluation financière.

« Toute différence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par le PNUD. Le prix unitaire prévaudra et le prix total sera corrigé. Si le prestataire de services n'accepte pas le prix final basé sur le nouveau calcul et les corrections d'erreurs effectués par le PNUD, sa soumission sera rejetée ».

A l'issue de cette phase, chaque offre financière sera dotée d'une note (F) sur 100 :

La note 100 sera attribuée à l'offre valable techniquement et la moins disant. Pour les autres offres, la note sera calculée au moyen de la formule suivante :

$$F = 100 * \frac{P_{min}}{P}$$

P : Prix de l'offre
Pmin : Prix de l'offre valable techniquement et la moins disant.

Phase 3 : Analyse technico-financière :

Les notes techniques (T) et financières (F) obtenues pour chaque candidat seront pondérées respectivement par les coefficients suivants :

- 70% pour l'offre technique
- 30% pour l'offre financière

$$N = 0,7 * T + 0,3 * F$$

Le Contrat sera adjugé à l'offre ayant obtenu la note « N » la plus élevée.

Annexe 2
FORMULAIRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE DE PRIX DU FOURNISSEUR⁴
(Le présent formulaire doit être soumis uniquement sur le papier à en-tête officiel du fournisseur⁵)

Le fournisseur soussigné accepte par les présentes les conditions générales du PNUD et propose de fournir les articles énumérés ci-dessous conformément aux spécifications et exigences du PNUD, telles qu'indiquées dans la RFQ ayant pour n° de référence : **27-2019**;

TABLEAU 1 : Offre de fourniture de services conformes aux exigences

N° d'article	Description/Spécifications des biens	Quantité	Date-limite de livraison	Prix unitaire	Prix total par article
PRESTATION					
1	Réaliser l'étude de faisabilité et mener une évaluation de l'impact environnemental et social pour la mise en place d'un centre de stockage et de traitement des DCD au niveau de la ville de Marrakech.	1	60 jours après la signature du Contrat		
2	Préparer le dossier d'appel d'offres pour la mise en place et l'exploitation du centre.	1	75 jours après la signature du contrat		
3	Organiser des ateliers de sensibilisation et de vulgarisation sur la gestion écologique des DCD au niveau de la Commune Marrakech	3	10 jours après chaque atelier		
Offre de prix finale, totale et globale hors taxes					

Arrêté le bordereau des prix à la somme de (en chiffres et en lettres) : _____ dirhams marocains hors taxe (HT).
 TVA : _____

Total TTC : _____

TABLEAU 2 : Offre de conformité aux autres conditions et exigences connexes

Autres informations concernant notre offre de prix :	Vos réponses		
	<i>Oui, nous nous y conformerons</i>	<i>Non, nous ne pouvons nous y conformer</i>	<i>Si vous ne pouvez pas vous y conformer, veuillez faire une contre-proposition</i>
Délai de livraison selon le calendrier			
Validité de l'offre de prix			
Totalité des conditions générales du PNUD			

Toutes les autres informations que nous n'avons pas fournies emportent automatiquement conformité pleine et entière de notre part aux exigences et conditions de la RFQ.

[nom et signature de la personne habilitée par le fournisseur]
[fonctions]
[date]

⁴ Ceci sert de guide au fournisseur dans le cadre de la préparation de l'offre de prix et du barème de prix.

⁵ Le papier à en-tête officiel doit indiquer les coordonnées – adresses, courrier électronique, numéros de téléphone et de fax – aux fins de vérification.

Annexe 3

Conditions générales

1. ACCEPTATION DU BON DE COMMANDE

Le fournisseur ne peut accepter le présent bon de commande qu'en signant et en retournant une copie de celui-ci à titre d'accusé de réception ou en livrant les biens dans le respect des délais impartis, conformément aux conditions du présent bon de commande, telles qu'indiquées dans les présentes. L'acceptation du présent bon de commande créera un contrat entre les parties aux termes duquel les droits et obligations des parties seront exclusivement régis par les conditions du présent bon de commande, ainsi que par les présentes conditions générales. Aucune disposition supplémentaire ou contraire proposée par le fournisseur ne sera opposable au PNUD, à moins qu'elle n'ait été acceptée par écrit par un fonctionnaire du PNUD dûment habilité à cette fin.

2. PAIEMENT

- 2.1 Une fois les conditions de livraison respectées, et sauf indication contraire figurant dans le présent bon de commande, le PNUD effectuera le paiement sous 30 jours à compter de la réception de la facture émise par le fournisseur relativement aux biens et de la copie des documents de transport indiqués dans le présent bon de commande.
- 2.2 Le paiement effectué sur présentation de la facture susmentionnée tiendra compte de toute réduction indiquée dans les conditions de paiement du présent bon de commande, à condition que le paiement intervienne dans le délai prévu par lesdites conditions de paiement.
- 2.3 A moins d'y être autorisé par le PNUD, le fournisseur devra soumettre une facture au titre du présent bon de commande et celle-ci devra indiquer le numéro d'identification du bon de commande.
- 2.4 Les prix indiqués dans le présent bon de commande ne pourront être augmentés qu'avec le consentement écrit et exprès du PNUD.

3. EXONERATION FISCALE

- 3.1 La section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies prévoit notamment que l'Organisation des Nations Unies, ainsi que ses organes subsidiaires, sont exonérés de tout impôt direct, sous réserve de la rémunération de services d'utilité publique, ainsi que des droits de douane et redevances de nature similaire à l'égard d'objets importés ou exportés pour leur usage officiel. Si une quelconque autorité gouvernementale refuse de reconnaître l'exonération du PNUD au titre desdits impôts, droits ou redevances, le fournisseur devra immédiatement consulter le PNUD afin de décider d'une procédure mutuellement acceptable.
- 3.2 Par conséquent, le fournisseur autorise le PNUD à déduire de la facture du fournisseur toute somme correspondant auxdits impôts, droits ou redevances, à moins que le fournisseur n'ait consulté le PNUD avant leur paiement et que le PNUD n'ait, dans chaque cas, expressément autorisé le fournisseur à payer lesdits impôts, droits ou redevances sous toute réserve. Dans ce cas, le fournisseur devra fournir au PNUD la preuve écrite de ce que le paiement desdits impôts, droits ou redevances aura été effectué et dûment autorisé.

4. RISQUE DE PERTE

Les risques de perte, d'endommagement ou de destruction des biens seront régis par les Incoterms 2010, sauf accord contraire des parties au recto du présent bon de commande.

5. LICENCES D'EXPORTATION

Nonobstant tout INCOTERM 2010 utilisé dans le présent bon de commande, le fournisseur devra obtenir toute licence d'exportation requise au titre des biens.

6. CONVENANCE DES BIENS/CONDITIONNEMENT

Le fournisseur garantit que les biens, y compris leur conditionnement, sont conformes aux spécifications des biens commandés aux termes du présent bon de commande et conviennent à l'utilisation à laquelle ils sont normalement destinés et aux utilisations expressément portées à la connaissance du fournisseur par le PNUD, et qu'ils sont exempts de défaut de fabrication ou de matériau. Le fournisseur garantit également que les biens sont emballés ou conditionnés de manière adéquate pour assurer leur protection.

7. INSPECTION

7.1 Le PNUD disposera d'un délai raisonnable, postérieurement à la livraison des biens, pour les inspecter et pour rejeter et refuser d'accepter ceux qui ne seront pas conformes au présent bon de commande. Le paiement des biens en application du présent bon de commande ne pourra pas être considéré comme emportant acceptation de ceux-ci.

7.2 Toute inspection des biens effectuée avant leur expédition ne libérera le fournisseur d'aucune de ses obligations contractuelles.

8. VIOLATION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit que l'utilisation ou la fourniture par le PNUD des biens vendus aux termes du présent bon de commande ne viole aucun brevet, modèle, nom commercial ou marque commerciale. En outre, en application de la présente garantie, le fournisseur devra garantir, défendre et couvrir le PNUD et l'Organisation des Nations Unies au titre de l'ensemble des actions ou réclamations dirigées contre le PNUD ou l'Organisation des Nations Unies et concernant la prétendue violation d'un brevet, d'un modèle, d'un nom commercial ou d'une marque liée aux biens vendus aux termes du présent bon de commande.

9. DROITS DU PNUD

Si le fournisseur s'abstient de respecter ses obligations aux termes des conditions du présent bon de commande et, notamment, s'il s'abstient d'obtenir des licences d'exportation nécessaires ou de livrer tout ou partie des biens au plus tard à la date ou aux dates convenues, le PNUD pourra, après avoir mis en demeure le fournisseur de s'exécuter dans un délai raisonnable et sans préjudice de tout autre droit ou recours, exercer un ou plusieurs des droits suivants :

9.1 acquérir tout ou partie des biens auprès d'autres fournisseurs, auquel cas le PNUD pourra tenir le fournisseur responsable de tout coût supplémentaire ainsi occasionné ;

9.2 refuser de prendre livraison de tout ou partie des biens ;

9.3 résilier le présent bon de commande sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

10. LIVRAISON TARDIVE

Sans limiter les autres droits et obligations des parties aux termes des présentes, si le fournisseur est dans l'incapacité de livrer les biens au plus tard à la date ou aux dates de livraison prévues dans le présent bon de commande, le fournisseur devra (i) immédiatement consulter le PNUD afin de déterminer le moyen le plus rapide de livrer les biens et (ii) utiliser des moyens de livraison accélérés, à ses frais (à moins que le retard ne soit dû à un cas de force majeure), si le PNUD en fait raisonnablement la demande.

11. CESSION ET INSOLVABILITE

11.1. Le fournisseur devra s'abstenir, à moins d'avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite du PNUD, de céder, de transférer, de nantir ou d'aliéner de toute autre manière le présent bon de commande, ou toute partie de celui-ci, ou ses droits ou obligations aux termes du présent bon de commande.

11.2. Si le fournisseur devient insolvable ou s'il fait l'objet d'un changement de contrôle en raison de son insolvabilité, le PNUD pourra, sans préjudice de tout autre droit ou recours, résilier immédiatement le présent bon de commande en remettant au fournisseur une notification écrite en ce sens.

12. UTILISATION DU NOM OU DE L'EMBLEME DU PNUD OU DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le fournisseur devra s'abstenir d'utiliser le nom, l'emblème ou le sceau officiel du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies à quelque fin que ce soit.

13. INTERDICTION DE LA PUBLICITE

Le fournisseur devra s'abstenir de faire connaître ou de rendre public de toute autre manière le fait qu'il fournit des biens ou des services au PNUD, à défaut d'avoir obtenu, dans chaque cas, son autorisation expresse.

14. TRAVAIL DES ENFANTS

Le fournisseur déclare et garantit que lui-même et ses sociétés affiliées ne se livrent à aucune pratique contraire aux droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris dans son article 32 qui prévoit notamment qu'un enfant ne peut être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptibles de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent bon de commande immédiatement par notification adressée au fournisseur, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

15. MINES

Le fournisseur déclare et garantit que lui-même et ses sociétés affiliées ne participent pas activement et directement à des activités ayant trait aux brevets, au développement, à l'assemblage, à la production, au commerce ou à la fabrication de mines ou à de telles activités au titre de composants principalement utilisés dans la fabrication de mines. Le terme « mines » désigne les engins définis à l'article 2, paragraphes 1, 4 et 5 du Protocole II annexé à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discriminations.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent bon de commande immédiatement par notification adressée au fournisseur, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

16. REGLEMENT DES DIFFERENDS

16.1 Règlement amiable. Les parties devront faire tout leur possible pour régler à l'amiable les différends, litiges ou réclamations liés au présent bon de commande ou à sa violation, résiliation ou nullité. Lorsque les parties tenteront de parvenir à un tel règlement amiable par la conciliation, celle-ci devra se dérouler conformément au Règlement de conciliation de la CNUDCI qui sera alors en vigueur, ou selon toute autre procédure dont les parties pourront convenir entre elles.

16.2 Arbitrage. A moins que de tels différends, litiges ou réclamations liés au présent bon de commande ou à sa violation, résiliation ou nullité ne fassent l'objet d'un règlement amiable en application du paragraphe précédent du présent article sous soixante (60) jours à compter de la réception par l'une des parties de la demande aux fins de règlement amiable de l'autre partie, lesdits différends, litiges ou réclamations devront être soumis par l'une ou l'autre des parties à un arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI alors en vigueur, ainsi qu'à ses dispositions concernant le droit applicable. Le tribunal arbitral n'aura pas le pouvoir d'allouer des dommages et intérêts punitifs. Les parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue dans le cadre d'un tel arbitrage à titre de règlement final desdits différends, litiges ou réclamations.

17. PRIVILEGES ET IMMUNITES

Aucune disposition des présentes conditions générales ou du présent bon de commande ou y relative ne pourra être considérée comme emportant renonciation aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de ses organes subsidiaires.

18. EXPLOITATION SEXUELLE

18.1 Le prestataire devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour empêcher la commission à l'encontre de quiconque d'actes d'exploitation ou d'abus sexuel par le prestataire lui-même, par l'un quelconque de ses employés ou par toute autre personne pouvant être engagée par le prestataire pour fournir tout service en application du contrat. A cet égard, toute activité sexuelle avec une personne de moins de dix-huit ans, indépendamment de toute loi relative au consentement, constituera un acte d'exploitation et d'abus sexuels à l'encontre d'une telle personne. En outre, le prestataire devra s'abstenir d'échanger de l'argent, des biens, des services, des offres d'emploi ou d'autres choses de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles ou de se livrer à des activités sexuelles constitutives d'actes d'exploitation ou dégradantes, et devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour interdire à ses employés ou aux autres personnes qu'il aura engagées d'agir de la sorte. Le prestataire reconnaît et convient que les présentes dispositions constituent une condition essentielle du contrat et que toute violation de la présente déclaration et de la présente garantie autorisera le PNUD à résilier le contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

18.2 Le PNUD ne fera pas application de la règle précédente relative à l'âge lorsque l'employé du prestataire ou toute autre personne pouvant être engagée par celui-ci pour fournir des services en application du contrat sera marié à la personne de moins de dix-huit ans avec laquelle ledit employé ou ladite autre personne aura eu une activité sexuelle et lorsqu'un tel mariage sera reconnu comme étant valable par les lois du pays de citoyenneté dudit employé ou de ladite autre personne.

19.0 INTERDICTION DE FOURNIR DES AVANTAGES AUX FONCTIONNAIRES

Le prestataire garantit qu'il n'a fourni ou qu'il ne proposera à aucun fonctionnaire du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies un quelconque avantage direct ou indirect résultant du présent contrat ou de son attribution. Le prestataire convient que toute violation de la présente disposition constituera la violation d'une condition essentielle du présent contrat.

20. POUVOIR DE MODIFICATION

Conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière du PNUD, seul le fonctionnaire autorisé du PNUD a le pouvoir d'accepter pour le compte du PNUD toute modification apportée au présent contrat, une renonciation à l'une quelconque de ses dispositions ou toute relation contractuelle supplémentaire avec le prestataire. Par conséquent, aucune modification du présent contrat ne sera valable et opposable au PNUD à moins de faire l'objet d'un avenant au présent contrat signé par le prestataire et le fonctionnaire autorisé du PNUD conjointement.